

Les arguments en faveur de sanctions sportives contre Israël

Description

Par Karime Zidane, le 18 janvier 2024



La Fifa et le CIO ont évité toute déclaration concernant la guerre entre Israël et Gaza et la crise humanitaire qui s'en est suivie, une décision qui contraste fortement avec leur attitude envers l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Alors que le nombre de Palestiniens et de Palestiniennes tués par les bombes israéliennes à Gaza ne cesse d'augmenter et alors que nous apprenons que des « poches de famine » [ont commencé à apparaître sur le territoire](#) les moyens qui leur permettraient de se défendre semblent rares. Il existe, pourtant, une méthode bien connue pour unir le monde : le sport.

La veille du Nouvel An, la Fédération jordanienne de football (JFA) a publié une déclaration appelant la communauté sportive mondiale à prendre « des mesures décisives pour mettre fin à l'agression contre le peuple palestinien à Gaza et dans les Territoires Occupés ».

Le communiqué appelle à des sanctions strictes contre les associations sportives israéliennes afin de les isoler de la communauté sportive internationale. Cela impliquerait d'interdire aux équipes, clubs, joueurs et joueuses israéliennes, et leurs représentants de participer à des compétitions internationales « jusqu'à ce que l'État occupant se conforme aux demandes internationales de cessez-le-feu ».

« Le mépris flagrant des lois morales et humanitaires fondamentales a transformé les installations de football à Gaza en sites de souffrance, d'humiliation et d'abus pour des civils et des enfants innocents, les écartant ainsi de leur vocation comme espaces de joie et d'espoir », peut-on [lire dans le communiqué](#). « Un tel silence dans ces circonstances critiques peut être perçu comme une approbation implicite des pratiques illégales de l'Occupation, impliquant potentiellement dans ces atrocités graves les parties qui se taisent. »

La déclaration de la JFA intervient quelques jours seulement après la diffusion [d'images troublantes](#) montrant les troupes israéliennes transformant le stade de Yarmouk en un [camp d'internement de fortune](#) pour les détenus et détenues palestiniens. Des dizaines d'hommes, de femmes et d'enfants ont été rassemblés, déshabillés, laissés en sous-vêtements avec les yeux bandés, pendant que des soldats armés et des chars encerclaient le terrain.

La Fédération palestinienne de football (PFA) a également [annoncé](#) avoir écrit au Comité international olympique et à la FIFA exigeant une enquête internationale urgente sur les crimes

dâ??occupation contre les sports et les athlÃ??tes en Palestine Â».

Â« Dans ce dernier exemple du fascisme israÃ©lien, lâ??Occupation nous a montrÃ© des images horribles produites lors de son invasion du stade de Yarmouk dans la bande de Gaza, transformÃ© pour lâ??occasion en un centre de dÃ©tention oÃ¹ notre population a Ã©tÃ© maltraitÃ©e et interrogÃ©eÂ», a dÃ©clarÃ© la PFA.

Â« Cette violation flagrante et scandaleuse de toutes les conventions et de tous les accords sâ??ajoute Ã une longue sÃ©rie de violations contre le sport palestinien, notamment le meurtre et lâ??arrestation de joueurs et joueuses. Il sâ??agit dâ??un crime que les institutions sportives internationales ne peuvent ni tolÃ©rer, ni taire, ni ignorer.Â»

Les appels au bannissement dâ??IsraÃ©l des sports internationaux ne sont pas nouveaux. Le mouvement Boycott DÃ©investissement Sanctions (BDS), par exemple, plaide depuis longtemps (et sans succÃ©s) pour que lâ??association de football israÃ©lienne soit expulsÃ©e ou suspendue pour [avoir organisÃ© des matchs sanctionnÃ©s par la FIFA dans](#) les colonies israÃ©liennes de Cisjordanie â?? un territoire sous occupation militaire israÃ©lienne depuis 1967.

Â« La FIFA a, depuis des annÃ©es, activement protÃ©gÃ© IsraÃ©l de toute responsabilitÃ© pour ses crimes de guerre continus, et a violÃ© ses propres statuts en acceptant lâ??inclusion dans la FIFA dâ??Ã©quipes qui jouent dans les colonies israÃ©liennes illÃ©gales sur des terres palestiniennes volÃ©es. [La FIFA](#) est allÃ©e jusquâ??Ã© sanctionner non pas les clubs des colonies illÃ©gales, mais les clubs de fans qui ont osÃ© exprimer leur soutien aux droits humains du peuple palestinien. Un bel exemple de comment ces organismes hypocrites expriment leur Â« neutralitÃ© Â» Â», a dÃ©clarÃ© le BDS dans un communiquÃ© cette semaine.

Les appels renouvelÃ©s Ã des sanctions sont une rÃ©ponse Ã la guerre en cours contre Gaza, qui a dÃ©vastÃ© la bande de Gaza, y compris son mouvement sportif, lâ??un des rares domaines dans lesquels les Palestiniens et Palestiniennes peuvent encore trouver de la joie dans leur vie quotidienne.

Selon les derniers chiffres du ministÃ©re de la SantÃ© de Gaza, les forces israÃ©liennes ont tuÃ© au moins 23 500 Palestiniens et blessÃ© 57 305 autres Ã Gaza depuis le dÃ©but du conflit, un conflit dÃ©clenchÃ© lorsque le Hamas a lancÃ© une attaque contre IsraÃ©l qui a tuÃ© plus de 1 000 personnes. Au moins 85 athlÃ??tes palestiniens, dont 55 footballeurs, ont Ã©tÃ© tuÃ©s depuis le dÃ©but de la guerre, a confirmÃ© la PFA dans un [rÃ©cent rapport](#) rÃ©pertoriant les violations sportives commises par IsraÃ©l. Les chiffres comprenaient 18 enfants et 37 adolescent.e.s. Depuis lors, dâ??autres noms ont Ã©tÃ© ajoutÃ©s Ã la liste, notamment celui de [Hani Al-Masry](#), ancien footballeur et directeur gÃ©nÃ©ral de lâ??Ã©quipe nationale olympique palestinienne.

Pendant ce temps, plus de 300 Palestiniens et Palestiniennes ont Ã©tÃ© tuÃ©.e.s en Cisjordanie, dont 79 enfants. Par ailleurs, plus de 2 550 Palestiniens se sont trouvÃ©.e.s dÃ©tenu.e.s dans les Territoires OccupÃ©s depuis le 7 octobre ; dâ??autres rÃ©sidents locaux sont confrontÃ©s Ã [de mauvais traitements et Ã des abus de la part des soldats israÃ©liens](#), ainsi quâ??Ã© des restrictions de mouvement par le biais des Â« checkpoints Â» (points de contrÃ´le).

Le maintien des restrictions pourrait Ã©tre considÃ©rÃ© comme une violation de la [Charte olympique](#), qui stipule que Â« la pratique du sport est un droit humainÂ».

Selon la Charte, « chaque individu doit avoir accès à la pratique du sport, sans discrimination d'aucune sorte au regard des droits humains internationalement reconnus dans le cadre du Mouvement olympique ». Le document poursuit en affirmant que ces droits et libertés doivent être garantis « sans discrimination d'aucune sorte » et que « l'appartenance au Mouvement olympique requiert le respect de la Charte olympique ».

Le président de la FIFA, Gianni Infantino, a écrit aux associations de football d'Israël et de Palestine en octobre pour exprimer ses condoléances pour les « violences horribles » qui ont eu lieu. Cependant, la FIFA et le CIO ont évité de publier des déclarations dénonçant la guerre en cours par Israël et la crise humanitaire qui en résulte : une décision qui contraste fortement avec leur attitude envers l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

En effet, lorsque l'on regarde comment le monde du sport a traité chacun de ces conflits, le contraste est saisissant. Immédiatement après l'invasion de février 2022, la plus grande nation du monde, la Russie, est devenue un paria dans le monde du sport. Les équipes nationales et les clubs de football russes ont été interdits de compétition internationale, exclus notamment de la Coupe du monde 2022 au Qatar. Le Comité international paralympique a également décidé d'exclure les athlètes russes et biélorusses la veille des Jeux paralympiques de Pékin, et plusieurs fédérations internationales ont pris des mesures pour interdire aux athlètes russes et biélorusses de participer aux compétitions internationales.

Le 5 octobre 2023 : juste avant le début de la guerre entre Israël et Gaza : le CIO a suspendu le Comité olympique russe suite à la décision de Moscou d'intégrer les organisations sportives de quatre territoires occupés de l'Ukraine. La déclaration du CIO qualifie les actions de la Russie de « violation de la Charte olympique ».

Le CIO a décidé d'exclure les athlètes russes et biélorusses ayant des contrats militaires. Il est d'autant plus intéressant de le noter que le CIO a pourtant soutenu l'inclusion d'athlètes israéliens aux prochains Jeux olympiques de Paris, malgré le fait que certains athlètes qui souhaitent y participer sont également membres actifs des Forces de défense israéliennes (IDF).

Le CIO a été confronté à une pression croissante concernant la guerre menée par Israël contre Gaza. Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a qualifié les approches contrastées de l'organisation de « scandaleuses », caractéristiques de la « partialité et de l'ineptie » du CIO. Les responsables olympiques ont répondu en affirmant que les deux conflits ne sauraient être comparés.

« Il s'agit d'une situation unique qui ne peut être comparée à aucune autre guerre ou conflit dans le monde, car les mesures prises et les recommandations formulées par le CIO découlent de l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe lors des Jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver de Pékin de 2022 », a déclaré un porte-parole du CIO en novembre 2023.

Néanmoins, les réponses du CIO et de la FIFA à l'invasion de l'Ukraine par la Russie amènent à s'interroger quant à l'absence d'actions similaires contre Israël dans le contexte de ses bombardements continus sur Gaza. Cette divergence dans la gestion des conflits internationaux met en évidence un double standard inquiétant qui sape la crédibilité de ces organisations sportives. Cette incohérence mine non seulement les principes d'équité et

dâ??Ã©galitÃ©, mais remet Ã©galement en question lâ??intÃ©gritÃ© et lâ??impartialitÃ© de ces organismes sportifs mondiaux.

En outre, la disparitÃ© flagrante dans le traitement rÃ©servÃ© Ã© IsraÃ©l et Ã© la Russie par le CIO et la FIFA envoie un message troublant quant Ã© la valeur perÃ©sue des droits humains et de la dignitÃ© humaine, en particulier dans le contexte du conflit israÃ©lo-palestinien. En sâ??abstenant dâ??appliquer les mÃªmes normes Ã© IsraÃ©l quâ??Ã© la Russie, ces organisations sportives semblent suggÃ©rer que la Palestine, en tant quâ??Ã©tat membre participant Ã© des Ã©vÃ©nements internationaux majeurs, ne mÃ©rite pas le mÃªme niveau de sympathie, de dignitÃ© ou dâ??engagement quâ??exige le respect de leurs droits humains fondamentaux.

Karim Zidan [Ã©crit une newsletter rÃ©guliÃ¨re](#) sur les rapports entre sport et politique autoritaire.

Source : [The Guardian](#)

Traduction BM pour Agence MÃ©dia Palestine

date crÃ©Ã©e
2024/01/19